

Salaires, allocations, pensions : on ne veut pas des bouts de ficelles !

Si Emmanuel Macron n'a pas dévoilé grand-chose de son programme électoral, ce qu'il a dit ou fait dire par sa première ministre dans son discours de politique générale ne laisse aucune place au doute. A droite toute !! Deux mesures résumant à elles seules cette ligne droite dans le mur : recul de l'âge de départ à la retraite et l'obligation de travailler 15 à 20 heures par semaine pour pouvoir toucher le RSA. Une même idée qui traverse tout le programme conservateur de Macron : allonger le temps de travail pour pouvoir toucher sa retraite ou prétendre au RSA, indemnité de misère que le patronat ne se donnera même pas la peine de verser. A quand l'obligation de « travailler » pour prétendre à l'AAH (allocation adulte handicapé) ? Et il y a peu de doute qu'avec 3/4 de l'assemblée nationale à droite voire à l'extrême droite, Macron trouvera les voix nécessaires pour valider ses régressions sociales. Les pauvres tenteront de survivre tout en travaillant, survivre pour beaucoup et comme d'habitude au jour le jour.

Contrairement à la propagande officielle et comme la récente pandémie l'a démontré par les premier-es de corvée, la vie des pauvres et précaires est largement occupée par le travail mais un travail très mal rémunéré et exercé dans des conditions déplorables. **Le travail n'est pas ici un élément de langage factice pour complaire au capital mais une réalité très concrète**, presque une perpétuité tant toute idée de retraite paraît inaccessible ou inenvisageable. Des vies dictées donc par les enjeux de court terme, obligées à se contenter de ce qui se présente avant un lendemain tout aussi précaire. Une précarité d'existence dont Macron n'a cure. Au contraire, son lobbying au service de Uber alors qu'il était ministre de l'économie, société pourtant condamnée par la justice, démontre que la destruction des droits des plus pauvres et précaires lui va très bien !

Les mesures proposées par Macron dans sa loi sur le pouvoir d'achat pourraient donc en apparence faire l'affaire, au moins temporairement. Recours à l'intéressement ou primes Macron, prime de transport, bouclier tarifaire sur l'énergie, encadrement de la hausse des loyers (et non pas un gel comme réclamé), revalorisation de quelques aides (comme l'APL ou l'ASPA) ou minima sociaux mais tout cela ne va pas très loin. Tout comme les propositions de l'extrême droite, cet autre allié du capital et partenaire de Macron, sur le pouvoir d'achat qui ne sont qu'un leurre pour tromper les classes populaires, **ces mesures font l'impasse sur l'essentiel**.

A savoir, à l'heure de l'inflation galopante qui pénalise en premier lieu les classes populaires, **une augmentation conséquente des salaires avec un SMIC porté à 1700 € nets**, des allocations chômage à tous les chômeurs-euses au minimum du SMIC et 400 € en plus pour tout le monde ! Accompagné par un vrai gel des loyers, des mesures fortes pour le logement social et un contrôle des prix de l'énergie et des produits de première nécessité.

Et plutôt que de lutter contre les chômeurs-euses et leur pourrir la vie par des contrôles incessants comme vient de le rappeler le Médiateur de Pôle Emploi pour faire baisser artificiellement le chiffre du chômage, **enclencher une véritable politique de créations d'emplois assise entre autres sur une réduction du temps de travail à 32h hebdomadaires sans perte de salaire, un recrutement massif dans les services publics comme la santé, la titularisation des précaires et de vraies politiques publiques pour une bifurcation écologique**. C'est une vraie politique sociale protégeant la population contre l'ensemble des aléas de l'existence, contre toute forme de précarité en commençant par régulariser les travailleurs-euses sans papier dont nous avons besoin.

Face à la réforme des retraites, celle de l'assurance chômage et aux coups bas du gouvernement contre nos droits et pour une véritable augmentation de nos salaires, **l'Union syndicale Solidaires sera présente aux côtés de la CGT le 29 septembre en grève et dans la rue**.

Seule la construction du rapport de force, dans l'unité et dans les luttes, permettra de faire gagner notre camp social. Dès cet été, informons et mobilisons dans le cadre de notre campagne Partageons le travail et notamment sur les questions de protection sociale, les travailleurs-euses qui nous permettront de construire un autre avenir. Celui de la justice sociale, fiscale et environnementale, celui du partage plus juste des richesses produites dans un cadre compatible avec la planète et ses populations.

Luttons pour vivre dignement, pas pour survivre.